

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241129-lmc1357165-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : vendredi 6 décembre 2024
Date de publication : 06/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
61	17	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/11/285</p> <p>PORT DU BRUSC - TARIFS D'OUTILLAGE PUBLIC ET REDEVANCES DE STATIONNEMENT ET D'AMARRAGE APPLICABLES AU 1er JANVIER 2025</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Cheikh MANSOUR ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

M. Laurent BONNET, Mme Josée MASSI, Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 29 novembre 2024

N° D' O R D R E : 24/11/285

**O B J E T : PORT DU BRUSC - TARIFS D'OUTILLAGE PUBLIC ET
REDEVANCES DE STATIONNEMENT ET D'AMARRAGE
APPLICABLES AU 1er JANVIER 2025**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code des Transports,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/12/382 du Conseil Métropolitain en date du 21 décembre 2023 relative aux tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage applicables au 1^{er} janvier 2024 au port du Brusc,

VU le Règlement Particulier de Police du port du Brusc,

VU l'arrêté n°AP24/131 du 1^{er} octobre 2024 portant ouverture de l'instruction administrative tarifaire,

VU l'arrêté n°AP24/160 du 20 novembre 2024 portant clôture de l'instruction administrative tarifaire,

VU le certificat d'affichage des dispositions tarifaires 2025 projetées pour le port du Brusc daté du 20 novembre 2024,

VU l'avis favorable du Conseil portuaire du port du Brusc en date du 7 novembre 2024,

VU l'avis du Conseil d'Exploitation des régies des Ports en date du 20 novembre 2024,

VU l'avis de la Commission Ports en date du 20 novembre 2024,

CONSIDERANT que conformément aux dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupation ou l'utilisation du plan d'eau ou des terre-pleins dans l'enceinte du périmètre du domaine portuaire nécessite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, autorisation personnelle, précaire et révocable, qui donne lieu au paiement d'une redevance perçue par la Régie du port,

CONSIDERANT que l'usage des outillages publics situés dans l'enceinte du périmètre du domaine portuaire donne lieu à paiement à la Régie du port,

CONSIDERANT que la modification de la tarification de ces redevances et tarifs est présentée au vote de l'assemblée délibérante compétente de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, après l'accomplissement des formalités fixées pour leur instruction par le Code des Transports,

CONSIDERANT que la procédure de consultation fixée par le Code des Transports a été régulièrement accomplie,

CONSIDERANT que pour le port du Brusc, sis sur la commune de Six-Fours-les-Plages, il est proposé d'augmenter les tarifs et les redevances de 2,3%, au titre de l'année 2025, sauf pour les tarifs s'appliquant aux annuels et passagers (hors demi-saisons) pour lesquels il n'y aura pas d'augmentation,

CONSIDERANT que la modification des tarifs des outillages publics et des redevances de stationnement et d'amarrage fixés pour l'année 2025, sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2025,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER la modification, à compter du 1^{er} janvier 2025, des tarifs d'outillage public et de redevances de stationnement et d'amarrage applicables en 2025 au port du Brusc, telle que définie au document annexé.

ARTICLE 2

DE DIRE que le Directeur Général des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Régisseur du port du Brusc sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes issues de la tarification des tarifs d'outillage public et de redevances de stationnement et d'amarrage applicable au 1^{er} janvier 2025 seront imputées à titre estimatif sur l'article 706 du budget 15 sur l'opération « Port du Brusc ».

ARTICLE 4

DE DIRE que les tarifs d'outillage public et de redevances de stationnement et d'amarrage applicables au 1^{er} janvier 2025 au port du Brusc seront affichés et consultables dans les lieux fréquentés par les usagers du port.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer tous les documents, actes, et/ou annexes nécessaires.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

Le secrétaire de séance

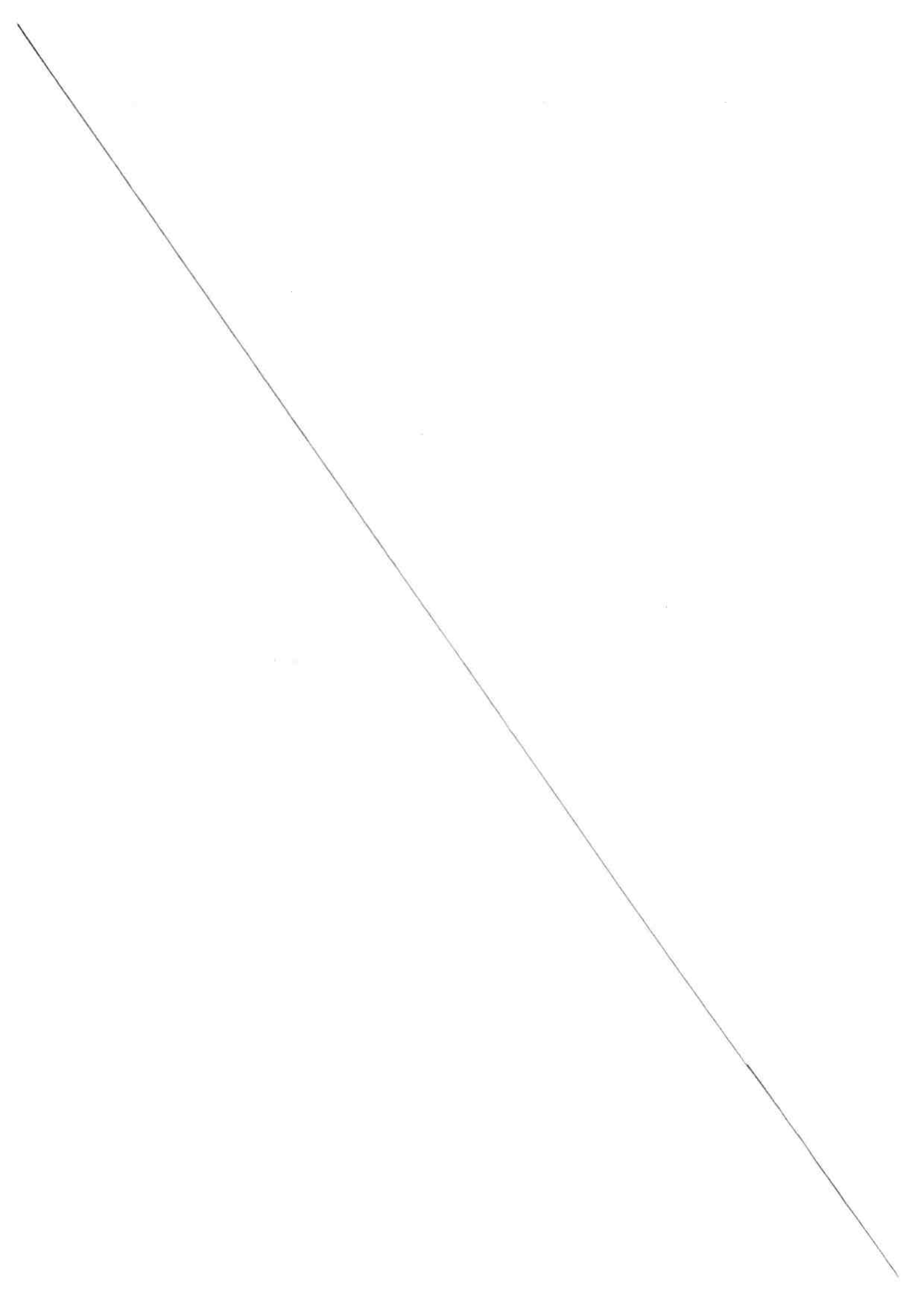


POUR 74

CONTRE 0

ABSTENTION 4

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Olivier CHARLOIS ,
Madame Cécile MUSCHOTTI, Monsieur Amaury NAVARRANNE.



**TARIFICATION 2025
REDEVANCES
DE STATIONNEMENT ET D'AMARRAGE**

**TARIFS ET CONDITIONS D'USAGE
DES OUTILLAGES PUBLICS**

Applicables au 1^{er} janvier 2025

En € TTC, TVA à 20% incluse
(Sauf exception dûment précisée)

Le présent document tarifaire complète les dispositions du Règlement Général d'Exploitation des ports en régie de la Métropole et du Plan de mouillage du port.

A- REDEVANCES DE STATIONNEMENT ET D'AMARRAGE

L'occupation ou l'utilisation du plan d'eau ou des terre-pleins, dans l'enceinte du périmètre du domaine portuaire nécessite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, autorisation personnelle, précaire et révocable, et donne lieu au paiement d'une redevance de stationnement ou d'amarrage perçue par la Régie du port.

La tarification de ces redevances est adoptée annuellement par décision du Bureau métropolitain, conformément à la procédure posée par le Code des Transports.
Elle prend effet au 1^{er} janvier de l'année civile.

La décision fixant le montant des redevances est portée à la connaissance des usagers par voie d'affichage, notamment à la capitainerie ainsi que sur le site internet de la Métropole et il est adressée par voie postale à tous les usagers qui en font la demande.

Le montant de cette redevance, qu'elle soit annuelle, trimestrielle, mensuelle, journalière ou forfaitaire est :

*fixé en considération des catégories d'usagers, prévues au Code des Transports (Plaisance, Commerce et Pêche)

*varie en fonction :

- de la surface d'occupation du plan d'eau ou du terre-plein par le navire, c'est-à-dire, son encombrement réel maximum sur le plan d'eau ou sur le terre-plein ;
- de la durée de stationnement (usage annuel ou saisonnier) ;
- du type d'emplacement.

Cette redevance s'applique à tous les bateaux y compris les annexes à flot.

Il convient de noter que :

*une journée est calculée de midi (jour d'arrivée au port) à midi (jour de départ du port), quelle que soit l'heure de déclaration effective d'arrivée à la capitainerie.

Toute journée commencée est due.

*une ½ journée (port de l'Aiguade du Levant uniquement) est calculée pour tout stationnement d'une durée supérieure à 2h et inférieure à 10h

*une nuit (port de l'Aiguade du Levant uniquement) est calculée pour tout stationnement de navire entre 17h et 12h.

*un mois est calculé en mois civil c'est-à-dire du 1^{er} du mois au dernier jour du mois

*un trimestre est calculé en mois civil

*une année = année civile, c'est-à-dire du 1^{er} /01 au 31/12

*une heure = 60 minutes

*l'usager du port est le titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public ou s'est acquitté des frais d'usage des outillages publics.

*le non usager du port n'est pas titulaire d'une autorisation temporaire du domaine public ou ne s'est pas acquitté des frais d'usage des outillages publics

Ces redevances peuvent être constituées d'un terme fixe et d'un terme variable.

Le terme fixe est une redevance forfaitaire qui comprend les frais de gestion et d'administration des autorisations d'occupation temporaire du domaine public.

Le terme variable est fonction de la surface d'occupation du plan d'eau ou du terre-plein par le navire c'est-à-dire, son encombrement réel maximum sur le plan d'eau ou sur le terre-plein.

Cette surface est exprimée conformément aux unités de mesure mentionnées dans les tableaux :

*soit en m² : longueur maximale du navire dans sa configuration habituelle de déplacement et de stationnement dans le port multipliée par la largeur maximale hors défenses

*soit en mètre linéaire

Nb : La longueur maximale doit être mesurée parallèlement à la ligne de flottaison de référence et à l'axe du bateau comme étant la distance entre deux plans verticaux, perpendiculaires au plan axial du bateau. Cette longueur inclut toutes les parties structurelles et celles faisant partie intégrante du bateau, telles que les avants et arrières en bois, plastique ou métal, les parois et joints pont/coque.

Cette longueur inclut toutes les parties qui sont normalement fixées sur le bateau, telles que les espars fixes, bout-dehors, balcons avant ou arrière, ferrures d'étraves, gouvernails, chaises de moteurs hors bords, embases de propulsion, turbines et tout système de propulsion dépassant de l'arrière, les plates-formes de plongées et de remontée à bord, les listons et les bourrelets de défenses.

Les embases de propulsion, turbines, moteurs hors-bord, autres systèmes de propulsion et toutes les parties mobiles doivent être mesurés dans leur condition normale d'utilisation (gouvernail et système de propulsion dans l'axe) lorsque le bateau est en configuration de déplacement dans le port.

En cas de litige ou de manière aléatoire, les agents de la capitainerie procèdent, contradictoirement, à la mesure du bateau.

Les redevances sont appliquées en euros TTC.

Seules sont exonérées du paiement de la TVA, les entreprises pouvant justifier de leur activité « pêche » ou « commerce » sur présentation des justificatifs nécessaires.

Les redevances de stationnement et d'amarrage sont dues intégralement :

*Elles ne font l'objet d'aucune déduction ou remboursement quelle que soit :

- la durée d'occupation ou de stationnement du navire,
- le motif ayant entraîné l'absence d'occupation ou de stationnement du navire,
- la gêne, diminution, restriction d'usage ou changement d'emplacements imputables ou occasionnés directement ou indirectement par la réalisation de travaux portuaires et imposés par l'Autorité Portuaire.

A titre exceptionnel, et **pour fait grave dûment justifié et avéré** et exclusivement sous réserve de la fourniture de justificatifs, le remboursement (partiel ou total) du terme variable d'une occupation en qualité d'« escale » peut être autorisé par l'Autorité portuaire.

Le terme fixe est dû en intégralité.

En cas de changement de navire entraînant une modification de la surface d'occupation du plan d'eau ou du terre-plein, c'est-à-dire, une modification de son encombrement réel maximum sur le plan d'eau ou sur le terre-plein, l'Autorité Portuaire procède à la modification de l'autorisation et au recouvrement des redevances dues au titre de chaque autorisation (facturation au prorata temporis de l'occupation de chaque bateau).

Les redevances sont payables d'avance, sauf délais autorisés expressément mentionnés dans le présent document. Le paiement des redevances est effectué auprès des agents de la capitainerie en espèces, carte bancaire, chèque, virement ou prélèvement dans le respect des réglementations en vigueur.

Pour tout paiement par prélèvement automatique, les mensualités seront prélevées entre le 5 et le 10 du mois. Si un prélèvement est refusé par l'organisme bancaire, un rappel sera adressé. Après 2 défauts de paiement, la redevance sera exigée en totalité.

La perception de la redevance est constatée dans la comptabilité de la Régie du Port et donne lieu à quittance.

Les quotas de postes affectés à chaque catégorie d'usagers du port sont définis pour le port du Brusc, dans le tableau ci-dessous :

AFFECTATION DES POSTES LE BRUSC					
Quai d'accueil	0 unité	Missions de service public	1 unité	Station d'avitaillement	2 unités
COMMERCE	20 unité (± 2)	PECHE	20 unités (± 2)	PLAISANCE	824 unités (± 5)
		↓			
Transports publics de passagers	1 unité*	Pêche artisanale	20 unités*	Garantie d'usage de longue durée	82 unité*
Transports privés de passagers	0 unité*	Pêche industrielle	0 unité*	Annuels	391 unités*
Fret	0 unité*	Aquaculteurs	0 unité*	Escales	351 unités*
Stationnement taxis	0 unité*	Mityliculteurs	0 unité*	Association nautique d'intérêt général	0 unité*
Activités Nautiques/Location	17 unités*			Associations sportives et loisirs	40unité*
Plan d'eau Professionnel	0 unité*			Bateaux de tradition	0 unité*
Mise à l'eau	1 unité*			Plan d'eau annexes plaisance	0 unité*
Aire de carénage	1 unité*			Postes sous AOT plan d'eau	
		TOTAL :	867 unités		

* à titre indicatif

I / CATEGORIE PLAISANCE

1 – Sous catégorie « ANNUELS »

Sont qualifiés d'usagers « annuels », les seuls usagers titulaires d'une autorisation d'amarrage annuelle. Ces usagers peuvent seuls bénéficier des tarifs des redevances mentionnés ci-dessous, **et** seulement pour le navire référencé dans l'autorisation.

Tous les navires, non rattachés à une autorisation annuelle d'amarrage pour le port considéré et non rattachés à une autorisation d'amarrage de la sous-catégorie « Escale » pour le port considéré et présents dans le port, quelle qu'en soit la durée, sont facturés d'une indemnité d'occupation calculée sur la base du tarif « escale jour » en vigueur, fixé à l'article « sous-catégorie escale » ci-dessous.

La redevance d'occupation annuelle doit être payée au plus tard le 31 mars de l'année civile pour laquelle l'autorisation est délivrée.

a) Stationnement à quai ou au mouillage

Outre l'occupation du poste pour le navire, la redevance comprend la mise à disposition de 2 badges d'accès au quai du port, par autorisation d'occupation temporaire, programmés pour une année civile.

	REDEVANCE par année civile	
	A quai	Au mouillage
Terme variable en € TTC/m2	52.90	25.30
Terme fixe en € TTC	64.45	

b) Inscription sur liste d'attente

	Listes d'attente	
	A quai	Au mouillage
Inscription en € TTC pour une année civile	10	10
Maintien de l'inscription en € TTC pour une année civile supplémentaire	10	10

L'utilisateur s'inscrit sur la liste d'attente, pour une année civile n.

Pour pouvoir conserver le bénéfice de sa date d'inscription en liste d'attente pour l'année civile n+1, l'utilisateur doit manifester sa volonté de maintenir son inscription en liste d'attente.

La demande de maintien d'inscription en liste d'attente, pour une année civile supplémentaire, doit parvenir à l'Autorité portuaire entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de l'année civile pour laquelle le maintien est demandé.

Il convient de noter que tout usager n'ayant pas fait parvenir une demande de maintien sur liste d'attente dans les délais fixés ci-dessus, est radié de la liste d'attente et perd le bénéfice de la date de son d'inscription sur la liste d'attente.

Si l'usager souhaite s'inscrire à nouveau sur la liste d'attente, après sa radiation, c'est la date de cette nouvelle inscription qui lui est opposable.

Toutefois, à titre exceptionnel, par décision du directeur des ports et après avis du Président du Conseil Portuaire, il sera possible de maintenir le demandeur sur la liste d'attente à son rang s'il justifie de circonstances exceptionnelles l'ayant empêché de procéder à son renouvellement.

2 – Sous catégorie « ESCALES »

Les redevances de la sous-catégorie « Ecales » sont appliquées par jour ou par trimestre, conformément à la demande écrite formulée par le plaisancier lors de sa réservation.

Tous les navires, non rattachés à une autorisation annuelle d'amarrage pour le port considéré et non rattachés à une autorisation d'amarrage de la sous-catégorie « Ecale » pour le port considéré et présents dans le port, quelle qu'en soit la durée, sont facturés d'une indemnité d'occupation calculée sur la base du tarif « escale jour » en vigueur, fixé à l'article « sous-catégorie escale ».

Une franchise de **trois** heures, est appliquée à la double condition que le pilote du navire se soit signalé à la capitainerie **et** qu'un poste soit disponible.

Tout dépassement en temps de cette franchise donne lieu à l'établissement d'une facturation de l'occupation à la journée **et** à la libération immédiate du poste.

Les navires peuvent stationner dans les conditions de la sous-catégorie « escale » pour une durée maximale de 11 mois.

Il convient de noter que tout navire stationné au-delà de cette durée maximale et qui ne bénéficie pas d'une autorisation annuelle d'amarrage, est facturé au tarif « jour » de la saison concernée, par jour d'occupation ou de stationnement supplémentaire sans préjudice de l'application d'une contravention de grande voirie.

a) Stationnement à quai et au mouillage

		REDEVANCE en € TTC/m2		
		Janv. à mars Oct à déc	Janvier à juin Sept à décembre	Juillet Août
		Le TRIMESTRE	Le JOUR	
TERME VARIABLE	A QUAI	22.71	1.12	1,46
	MOUILLAGE	11.37	0.58	0,77
TERME FIXE		70.51 € pour toute période d'occupation ou de réservation strictement supérieure à 7 jours	30.10 € pour toute période d'occupation ou de réservation strictement supérieure à 7 jours	34,26 € pour toute période d'occupation ou de réservation strictement supérieure à 7 jours
		en cas de réservation simultanée sur plusieurs périodes, un seul terme fixe s'applique (le plus élevé)		

3 – Sous catégories « bateaux de tradition », « association nautiques d'intérêt général », « association nautiques sportives et de Loisirs » et « annexes plaisance »

a) Navires de tradition :

L'utilisateur titulaire d'une autorisation d'amarrage annuelle « navire de tradition », bénéficie d'un abattement de 20 % sur le tarif de la redevance annuelle à quai de la catégorie plaisance (applicable sur le terme variable et le terme fixe).

Cet abattement n'est pas applicable sur les services et outillages publics.
Cet abattement ne peut pas être cumulé avec d'autres abattements.

b) Associations nautiques :

L'utilisateur titulaire d'une autorisation d'amarrage annuelle « association sportive et de loisirs » ou « association nautique d'intérêt général », ne bénéficie d'aucun abattement sur le tarif de la redevance annuelle à quai de la catégorie plaisance.

c) Annexes plaisance :

*Le stationnement des annexes à flot est facturé, conformément à la nature de son occupation et aux tarifs référencés dans le présent document.

*Le stationnement des annexes sur navire n'est pas facturé si ce stationnement ne modifie pas la surface d'occupation réelle du navire sur le plan d'eau ou le terre-plein.

4 – Cas de non application de la redevance

Conformément à l'article R5321-22 du code des transports, sous réserve d'un poste disponible, la redevance sur les navires n'est pas applicable aux :

- a) Navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- b) Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- c) Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- d) Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- e) Navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port.

II – CATEGORIE COMMERCE

Les autorisations d'amarrage professionnelles concernent :

- les navires pouvant justifier d'un acte de francisation armé au « commerce », exerçant effectivement une activité nautique commerciale
ou les navires exerçant effectivement une activité nautique commerciale déclarée au registre du commerce et des sociétés
et dont le propriétaire figurant sur l'acte de francisation est une entreprise.

Les autorisations d'amarrage professionnelles sont attribuées dans le respect :

- du tableau d'affectation des postes d'amarrage, inclut dans le présent document, qui définit les quotas de postes affectés à chaque catégorie d'utilisateurs du port,
- de l'adéquation entre les dimensions des navires « postulants » et les dimensions des postes restant disponibles dans chaque catégorie,
- de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques,
- de la remise d'un rapport d'activité annuel en cas de demande de renouvellement.

Les navires de commerce effectuant des opérations commerciales « embarquement ou débarquement de passagers ou de fret », bénéficient d'une franchise d'**UNE** heure sur la redevance de stationnement.

Au-delà d'**UNE** heure de stationnement, les navires sont soumis à une redevance, due en sa totalité, sans fractionnement, qui ne fait l'objet d'aucune déduction ou remboursement comme évoqué dans le préambule du présent document.

1 – Sous-catégorie « Transports public de passagers »

Sans objet

2 – Sous-catégorie « autres activités commerciales »

Le tableau d'affectation du port définit le nombre de postes affectés, le cas échéant, aux activités commerciales suivantes : Transport privé de passagers, Ferries, Fret, Croisières, location, plongée et activités nautiques, Charter de grande plaisance, transport de plaisanciers pêcheurs (pêche au gros...), stationnement taxis, mises à l'eau, chantier naval, aire de carénage).

NAVIRES Exerçant : -une activité nautique commerciale (1) -ou armés au « commerce »	REDEVANCES en €/m2			
	A quai		Au mouillage	
	L'année civile		L'année civile	
	HT	TTC	HT	TTC
REDEVANCE	51,28	61,54	24,47	29,36

Pour les occupations, à quai, d'une durée inférieure à une année civile, le tarif applicable est ainsi calculé :

- Tarif de la redevance de l'année civile (terme variable) proratisé à la durée mentionnée dans l'autorisation d'occupation du domaine public attribuée au commerçant conformément à l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques.
- + terme fixe

III – CATEGORIE PECHE

Dans chaque port géré par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, tout pêcheur professionnel présent ou nouvel arrivant se voit proposer un poste d'amarrage dans un secteur prioritairement dédié à la pêche professionnelle. Afin de favoriser et d'encourager la transmission des entreprises de pêche, le reprenneur, nouvel armateur du navire se verra proposer une autorisation d'occupation du même poste dans les mêmes conditions.

Le poste d'amarrage à quai mis à disposition est exonéré de la redevance d'amarrage.

Cette gratuité est :

*réservée à une seule embarcation par pêcheur retraité.

*limitée à deux embarcations armées maximum (une autorisation par embarcation armée) par pêcheur régulièrement inscrit au rôle et sous réserve des conditions d'éligibilité évoquées supra, dans les conditions suivantes.

IV-REDEVANCES D'OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC non évoquées supra

1 – Occupations du domaine, diverses

DOMAINE PUBLIC OU OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC		REDEVANCE				
		L'année civile (en € TTC/m2)	Le mois (en € TTC/m2)	Le jour (en € TTC/m2)	L'année civile (en € TTC/ml)	L'année civile (Forfait en € TTC)
Terre-pleins nus (hors locaux bâtis nus, constructions légères et démontables)		11,81				
Terre-pleins nus (hors locaux bâtis nus, constructions légères et démontables) à vocation artisanale, industrielle et commerciale		89,50				
Terrasses	fermées					
	ouvertes	96,66				
Locaux bâtis nus situés dans la base nautique sans vocation commerciale						562,65
Locaux bâtis nus situés dans la base nautique à vocation commerciale						1534,50
Locaux bâtis nus à vocation non économique						
Locaux bâtis nus à vocation économique					322,25	
Locaux bâtis nus à vocation non économique					145,01	
Constructions légères et démontables à vocation non économique						
Constructions légères et démontables à vocation économique						
Stationnement d'une annexe sur rack ou dans l'enceinte du port (hors quai et mouillage organisé) (le tarif inclut le stationnement de l'annexe, d'1 véhicule et la mise à disposition d'1 badge programmé pour la durée du stationnement réservé)						
Plan d'eau (hors stationnement de navire)						
Embarcadère à vocation non commerciale						
Embarcadère à vocation commerciale						
Support informatif		127,81				
Support informatif d'une association		63,92				

Pour les occupations d'une durée inférieure à une année civile, dont le tarif au mois ou au jour n'est pas mentionné dans le tableau, le tarif applicable est ainsi calculé :

- Tarif de la redevance de l'année civile proratisé à la durée mentionnée dans l'autorisation d'occupation du domaine public

Les associations justifiant d'un agrément « jeunesse et sport » dit "jeunesse et éducation populaire" bénéficient de l'application d'une réduction de 50% sur les redevances mentionnés ci-dessous.

Il convient de noter que le tarif « Support informatif d'une association » est exclu de cette réduction.

2 – Cas particulier des forains

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	REDEVANCE en € TTC
Etals et baraques (par m² et par jour)	2,21
Manèges enfantins (par m² et par jour)	14,42
Manèges enfantins (par unité et par mois)	1,75
Manèges et gros métiers (par m² et par jour)	

3 – Cas particulier des manifestations nautiques ou associatives

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	REDEVANCE en € TTC
Régate : Occupation du plan d'eau (hors juillet/août) par jour d'occupation et par navire	50 % du tarif « escale » journalier à quai de la catégorie plaisance appliqué sur terme variable et terme fixe
Manifestations nautiques : Occupation plan d'eau (hors juillet/août) par jour d'occupation et par navire	25 % du tarif « escale » journalier à quai de la catégorie plaisance appliqué sur terme variable et terme fixe
Occupation du plan d'eau (juillet/août) par jour d'occupation et par navire	Tarif « escale » journalier à quai de la catégorie plaisance
Occupation de terre-plein (forfait de 7 heures maximum pour une occupation < ou = à 300m²)	125,29
Occupation de terre-plein (forfait de 7 heures maximum, par tranche de 100m² au-delà de 300m² d'occupation)	62,65

B- OUTILLAGES PUBLICS : TARIFS ET CONDITIONS D'USAGE

L'usage des outillages publics situés dans l'enceinte du périmètre du domaine portuaire nécessite l'autorisation préalable de la capitainerie, et donne lieu à paiement à la Régie du port.

La tarification de l'usage des outillages publics est adoptée annuellement par décision du Bureau métropolitain, conformément à la procédure posée par le Code des Transports.
Elle prend effet au 1^{er} janvier de l'année civile.

La décision fixant le montant des redevances est portée à la connaissance des usagers par voie d'affichage, notamment à la capitainerie ainsi que sur le site internet de la Métropole et il adressée par voie postale à tous les usagers qui en font la demande.

Ces tarifs sont appliqués en euros TTC.

Seules sont exonérées du paiement de la TVA, les entreprises pouvant justifier de leur activité « pêche » ou « commerce » sur présentation des justificatifs nécessaires.

Il convient de noter que :

*un mois est calculé en mois civil c'est-à-dire du 1^{er} du mois au dernier jour du mois

*un trimestre est calculé en mois civil

*une année = année civile, c'est-à-dire du 1^{er} /01 au 31/12

*une heure = 60 minutes

*l'usager du port est le titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public ou s'est acquitté des frais d'usage des outillages publics.

*le non usager du port n'est pas titulaire d'une autorisation temporaire du domaine public ou ne s'est pas acquitté des frais d'usage des outillages publics

Les frais d'usage des outillages publics sont payables d'avance, sauf délais autorisés expressément mentionnés dans le présent document.

Le paiement des frais est effectué auprès des agents de la capitainerie en espèces, carte bancaire, chèque ou virement, dans le respect des réglementations en vigueur.

Le paiement des redevances est effectué auprès des agents de la capitainerie en espèces, carte bancaire, chèque ou virement, dans le respect des réglementations en vigueur.

La perception de la redevance est constatée dans la comptabilité de la Régie du Port donne lieu à quittance.

1 - PROPRETE DES TERRE-PLEINS

Les usagers ont l'obligation de procéder au nettoyage des zones de terre-pleins, cale de halage ou aire de carénage qui ont été mises à leur disposition ainsi qu'à l'enlèvement des produits de carénage et d'entretien, à la libération de ces zones.

L'usager qui ne s'est pas conformé à l'obligation de nettoyage des zones qui ont été mises à sa disposition, est facturé d'une prestation de nettoyage ainsi calculée :

PRESTATION	Tarif en € TTC
Forfait de nettoyage d'une zone de terre-pleins, de la cale de halage ou de l'aire de carénage	Forfait fixe de 2 heures : 150 €
Par heure supplémentaire au-delà des 2h de forfait	75 €/heure

2 - USAGE DES EQUIPEMENTS DE MANUTENTIONS DES BATEAUX

La mise à l'eau et la mise à terre des navires, dans les limites du port, ne sont autorisées qu'au droit de la cale de halage ou au moyen de la grue.

L'utilisation de tout autre mode de mise à l'eau ou mise à terre est soumise à l'autorisation préalable de la capitainerie.

2.1. MISE A L'EAU/MISE A TERRE AU DROIT DE LA CALE DE HALAGE

PRESTATION	TARIF en € TTC	
	Sans stationnement de voiture ni de remorque (dans le parking du port)	Avec stationnement d'1 voiture et d'1 remorque (Dans le parking du port, pour une durée de 24h maximum) (sous réserve de place disponible)
Forfait 1 mise à l'eau + 1 mise à terre par les moyens propres de l'utilisateur	8.00	10.00
1 mise à l'eau ou 1 mise à terre par les moyens propres de l'utilisateur	4.00	5.00
Forfait de 10 mises à l'eau et 10 mises à terre par les moyens propres de l'utilisateur	71.00	81.00
Forfait de mise à l'eau et de mise à terre par les moyens propres de l'utilisateur pour la période du 02/05 au 15/09	102.00	132.00
Mise à l'eau ou mise à terre entre le 16/09 et le 01/05	Gratuit	Gratuit

2.2. MISE A L'EAU/MISE A TERRE AU MOYEN DE LA GRUE

Ces opérations sont limitées aux navires dont le poids est inférieur à 5 tonnes.

Ces opérations sont effectuées par les agents du port, après prise de rendez-vous.

NB : le navire pour lequel est commandée une opération de grutage doit être prêt à la manutention et amené sous la grue par les soins du propriétaire.

1/ Pour les navires de la catégorie plaisance et commerce

Longueur en mètres	TARIF en € TTC	
	Opération de mise à l'eau au moyen de la grue	Opération de mise à terre au moyen de la grue
de 0,00 m à 5,00 m	46,00	46,00
de 5,01 m à 6,00 m	53,00	53,00
de 6,01 m à 7,00 m	64,00	64,00
de 7,01 m à 8,00 m	76,00	76,00
de 8,01 m à 9,00 m	111,00	111,00
de 9,01 m à 10,00 m	121,00	121,00
de 10,01 m à 11,00 m	130,00	130,00
de 11,01 m à 12,00 m	137,00	137,00

2/ Pour les navires de la catégorie « pêche »

La catégorie des pêcheurs professionnels se voient appliquer une tarification forfaitaire de 38 € quelle que soit la longueur du navire, pour une opération comprenant la mise à l'eau et la mise à terre.

3/ Opération de levage (hors mise à l'eau et mise à terre) au moyen de la grue

Prestation	Tarifs en € TTC
Opération de levage hors mise à l'eau et mise à terre au moyen de la grue	60.00

2.3. AIRE DE CARENAGE

La mise à disposition de l'aire de carénage comprend l'occupation des terre-pleins, la mise à disposition du chariot, la fourniture d'eau et d'électricité.

PRESTATION de mise à disposition de l'aire de carénage	REDEVANCE en € TTC
FORFAIT ETE (pendant la période du 02/05 au 31/08) pour 3 Jours de mise à disposition consécutifs	22.50
FORFAIT ETE (pendant la période du 02/05 au 31/08) pour 5 Jours de mise à disposition consécutifs	40.00
FORFAIT HIVER (pendant la période du 01/09 au 30/04) pour 5 Jours de mise à disposition consécutifs	40.00
FORFAIT GROS TRAVAUX (pendant la période du 01/10 au 31/03) pour 1 mois de mise à disposition	70.00

En cas d'occupation de l'aire de carénage supérieure au nombre de jours fixés dans les forfaits ETE et HIVER, réservés et payés par l'utilisateur, il est appliqué à l'utilisateur la tarification suivante, par jour supplémentaire d'occupation :

pour une occupation >3 jours et < ou égale à 5 jours	26.00 € TTC
pour une occupation >5 jours et < ou égale à 10 jours	28.00€ TTC
pour une occupation >10 jours et < ou égale à 15 jours	34.00€ TTC
pour une occupation >15 jours et < ou égale à 20	44.00€ TTC
pour une occupation > 20 jours	68.00€ TTC

En cas d'occupation de l'aire de carénage supérieure au nombre de jours fixés dans le forfait GROS TRAVAUX, réservé et payé par l'utilisateur il est appliqué à l'utilisateur la tarification suivante, par jour supplémentaire d'occupation :

pour une occupation > 30 jours	77.00€ TTC
--	------------

La journée de stationnement commence à l'heure de la mise à terre et se termine le lendemain à la même heure.

L'utilisation des terre-pleins de l'aire de carénage ne peut excéder une période de 6 mois du 1^{er} octobre au 31 mars, sauf autorisation exceptionnelle de la capitainerie.

Il convient de noter que tout navire stationné au-delà de la période autorisée de 6 mois est facturé aux tarifs relatifs mentionnés ci-dessus, majorés de **30%** du coût de la totalité de l'occupation constatée sans préjudice de l'application d'une contravention de grande voirie.

Tout stationnement dans l'enceinte de l'aire de carénage, sans autorisation préalable, fera l'objet d'une contravention, conformément au Règlement de Police du Port.

Nb : Il est strictement interdit de résider dans les navires durant leur durée de stationnement sur l'aire de carénage.

3 - STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules au sein de l'enceinte portuaire est strictement réservé aux usagers du port sous réserve de l'autorisation de la capitainerie.

L'accès et le stationnement dans l'enceinte du port sont interdits aux caravanes et aux camping-cars.

Tout véhicule stationnant dans l'enceinte du port, sans autorisation préalable, fera l'objet d'une contravention, conformément au Règlement de Police du Port ainsi qu'au Code de la Route.

4 - FOURNITURE D'EAU DOUCE

La fourniture d'eau douce à quai est comprise dans la redevance de stationnement et d'amarrage des usagers.

En période de sécheresse ou de pénurie d'eau, l'accès des usagers aux prises d'eau potable est limité dans le temps et la consommation en eau potable est limitée en volume.

Selon la gravité de la sécheresse ou de la pénurie d'eau, l'accès aux prises d'eau peut être supprimé.

5 - FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE

La fourniture d'énergie électrique à quai est comprise dans la redevance de stationnement et d'amarrage des usagers à quai.

6- SANITAIRES

Les usagers du port bénéficient d'un accès aux sanitaires du port (douche et WC).

Cet accès est compris dans la redevance de stationnement et d'amarrage.

7 - NAVIRES DE CROISIERE AU MOUILLAGE

Les navires de croisière doivent s'acquitter des frais d'usage des installations portuaires suivants à l'occasion de l'escale de leurs annexes et de leurs passagers.

Frais d'usage des installations portuaires	Forfait par navire	
	en € HT	En € TTC
Navire de croisière au mouillage	737,27	884,72

8 - PRISES DE VUE

Prises de vue à but commercial	Par ½ journée (6 h maximum) en € TTC	Par journée (12 h maximum) en € TTC
Prises de vue filmées pour longs métrages cinéma et publicités	694,61	984,91
Prises de vue filmées pour fiction TV unitaires et séries et émissions de flux	554,67	787,92
Prises de vue filmées pour clips, courts métrages, moyens métrages et documentaires	347,21	469,83
Prises de vues photographiques	111,66	200,99
Prises de vue à but non commercial	Par tranche de 12 heures (en € TTC)	
Prises de vue filmées	176,54	

La ½ journée ou la journée de préparation est facturée à hauteur de 50 % du tarif de prises de vue

Nb : il convient de noter que la réglementation en vigueur, relative à la protection de la signalisation maritime, interdit d'installer dans les zones visibles de la mer, des dispositifs clignotants quelle qu'en soit la couleur, ainsi que des dispositifs fixes verts ou rouges, et ce afin d'éviter des confusions avec la signalisation maritime officielle ou d'en réduire la visibilité.

9 - PRESTATIONS ET FOURNITURES DIVERSES

Prestation/Fourniture	Tarifs
Mise à disposition d'un agent portuaire + de l'outillage portuaire, par heure	75
Réception ou envoi de télécopie, la page	2,15
Photocopie, la page	0,60
Intervention d'une entreprise spécialisée, mandatée par la Métropole pour réalisation de prestations sous-marines diverses ou de mise en sécurité du navire, par heure	220
Mise à disposition d'1 badge d'accès programmé pour la durée de l'occupation ou prestation réservée, non compris dans le tarif de l'occupation ou de la prestation	20
Fourniture d'eau douce non comprise dans la redevance de stationnement et d'amarrage, par heure	5
Fourniture d'électricité non comprise dans la redevance de stationnement et d'amarrage, par heure	2.00
Location d'outillage de carénage, par heure	Sans objet
Accès à la douche, non compris dans la redevance de stationnement et d'amarrage par personne et par accès	Sans objet
Accès aux WC non compris dans la redevance de stationnement et d'amarrage, par personne et par accès	Sans objet

10 – CARBURANTS

Le carburant destiné au fonctionnement des navires de plaisance qui avitaillent au Port du Brusc est fourni à la régie du port, par le titulaire du contrat pour des prestations d'approvisionnement en vrac de divers produits pétroliers au profit de la station d'avitaillement du port du Brusc (accord cadre à bons de commande).

Compte tenu de la volatilité des prix du carburant liés au cours du baril de pétrole brut, les prix des carburants proposés aux usagers sont ainsi calculés :

Pour le Gazole : tarif clientèle en vigueur au jour de la délivrance du carburant à la régie du port, facturé par le titulaire de l'accord cadre, en € HT, augmenté d'une marge fixe de **0,18 € HORS TAXES** par litre.

Pour le SP 98 : tarif clientèle en vigueur au jour de la délivrance du carburant à la régie du port, facturé par le titulaire de l'accord cadre, en € HT, augmenté d'une marge fixe de **0,18 € HORS TAXES** par litre.

Pour le Gazole détaxé réservé aux professionnels : tarif clientèle en vigueur au jour de la délivrance du carburant à la régie du port, facturé par le titulaire de l'accord cadre, en € HT, augmenté d'une marge fixe de **0,10 € HORS TAXES** par litre.

D – CONTRATS DE GARANTIE D'USAGE

L'Autorité Portuaire, gestionnaire peut accorder, après contractualisation, une garantie d'usage portant sur un poste d'amarrage au sein du site du port du Brusc, en contrepartie du règlement d'une redevance de participation aux travaux (participation au titre du financement des ouvrages portuaires) et d'une redevance annuelle de frais de gestion :

1- Redevance de Participation au titre du financement des ouvrages portuaires ou participation aux travaux

Cette redevance est payée à la signature du contrat.

1.1 : Monocoques : Redevance pour un poste d'amarrage en garantie d'usage pour une durée de 20 ans,

LONGUEUR du poste en mètre	LARGEUR du poste en mètre	SURFACE du poste en m²	DUREE de la garantie d'usage en année	MONTANT de la REDEVANCE PAR POSTE
MONOCOQUES				
6,00	2,50	15,00	20	37 500
7,00	2,50	17,50	20	44 000
8,00	2,90	23,20	20	55 000
9,00	3,30	29,70	20	83 000
10,00	3,90	39,00	20	100 000
12,00	4,10	49,20	20	165 000
14,00	4,50	63,00	20	180 000
15,00	4,90	73,50	20	215 000
16,00	5,00	80,00	20	280 000
18,00	5,00	90,00	20	351 000

1.2 : Multicoques : Redevance pour un poste d'amarrage en garantie d'usage pour une durée de 20 ans,

Montant de la redevance au m2 : 2 700 € TTC

2- FRAIS DE GESTION

L'usager bénéficiaire d'un contrat de garantie d'usage s'acquitte chaque année de frais de gestion.

1/ Si le bénéficiaire possède un navire, les dimensions servant de base à la facturation de ces frais sont celles du navire (longueur x largeur) qui sont indiquées dans le contrat de garantie d'usage du bénéficiaire.

Le montant permettant de calculer ces frais cette année conduit à l'application de la formule suivante :

Frais de gestion d'un poste en contrat de garantie d'usage en €/m2/an	$\begin{array}{l} \text{Largeur du navire mentionné} \\ \text{au contrat de garantie d'usage} \\ \times \\ \text{longueur du navire mentionné} \\ \text{au contrat de garantie d'usage} \\ \times \\ 29,06 \text{ €} \end{array}$
--	---

2/ Si le bénéficiaire ne possède pas un navire, il supporte des frais qui portent sur la surface du descriptif du poste d'amarrage identifié dans le contrat.

Le montant permettant de calculer ces frais cette année conduit à l'application de la formule suivante :

Frais de gestion d'un poste en contrat de garantie d'usage en €/m2/an	$\begin{array}{l} \text{Largeur du poste mentionné} \\ \text{au contrat de garantie d'usage} \\ \times \\ \text{longueur du poste mentionné} \\ \text{au contrat de garantie d'usage} \\ \times \\ 29,06 \text{ €} \end{array}$
--	---

3/ Si le bénéficiaire souhaite devenir titulaire d'un poste annuel d'amarrage, il convient qu'il s'inscrive et maintienne annuellement son inscription sur la liste d'attente du port et il est exonéré des frais d'inscription et de maintien sur la liste.

Le poste annuel sera attribué en fonction de sa date d'inscription sur la liste d'attente, conformément aux règles d'attribution des postes annuels.